

Subject Files Regarding Political and Security Matters
POLITICAL AND SECURITY MATTERS
C/POL/000 - Correspondence with Central Government in Leopoldville

01/02/1963 - 26/07/1963

9/7

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES
SERIES S-0135
BOX 1
FILE 9
ACC. DAG13/1.6.1.0

Léopoldville, le 26 juillet 1961.

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministre des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur de porter à sa connaissance qu'il a été chargé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui faire part de ce qui suit, concernant les Bases de Kitona et Kamina, occupées actuellement par les forces de l'ONUC.

Il convient de noter que la prise en charge des Bases en question par l'Organisation des Nations Unies constitue une mesure provisoire, nécessaire à l'accomplissement de la mission d'assistance au Congo, découlant du mandat reçu par le Secrétaire général du Conseil de Sécurité par sa résolution du 14 juillet 1960.

D'autre part, le Secrétaire général a, dans sa déclaration au Conseil de Sécurité du 21 août 1960 et dans ses communications officielles aux gouvernements de la République du Congo et du Royaume de Belgique, nettement défini sa position concernant l'administration temporaire des Bases par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits, intérêts et prétentions des parties intéressées.

Par ailleurs, ce caractère de la prise en charge temporaire des Bases par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits et intérêts des parties intéressées, a été expressément exposé et reconnu dans votre Note Verbale N° 12/7094/61 du 15 décembre 1961.

Ministère des Affaires étrangères
LÉOPOLDVILLE

... / ...

Etant donné que dans l'état actuel du déroulement de la mission d'assistance de l'Organisation des Nations Unies au Congo, la situation des Basses de Kitona et de Kamina a cessé de présenter un caractère de nécessité pour l'accomplissement de cette mission, que d'autre part, le Secrétaire général, en tant qu'administrateur provisoire des Basses en question, n'a pas qualité pour préjuger des droits et intérêts des gouvernements intéressés, qui doivent faire l'objet de négociations et d'un accord entre vos seuls gouvernements, le Secrétaire général s'est chargé de faire part à votre Gouvernement de sa déclaration qu'il serait prêt, à partir de ce moment, de se désintéresser des Basses, conformément aux clauses de l'accord qui sera conclu entre les gouvernements de la République du Congo et du Royaume de Belgique, dont il attendra la communication.

Il est bien entendu qu'un tel accord devrait être conclu dans le délai le plus bref possible, la prise en charge des Basses par l'Organisation des Nations Unies étant de caractère temporaire et conditionnée par la nécessité qu'elle présentait pour l'accomplissement du mandat d'assistance au Congo.

Il est également entendu qu'en cas où cet accord serait conclu avant le retrait complet des troupes de l'Organisation des Nations Unies du Congo un délai serait laissé au commandement de l'Organisation des Nations Unies au Congo pour retirer ses troupes de la Base de Kamina.

Si la conclusion d'un accord entre les deux gouvernements devait dépasser un délai limité par la conjoncture même qui détermine la détention des Basses par l'Organisation des Nations Unies, cédant de l'avis, le Secrétaire général serait disposé à négocier avec votre Gouvernement la remise des Basses à celui-ci, par la conclusion toutefois d'un accord qui sauvegarderait les droits réels, droits, prétentions et intérêts du Royaume de Belgique sur les Basses en question et dégagerait l'Organisation des Nations Unies de toute responsabilité à l'égard de ce dernier.

Le Chef de la Mission des Nations Unies au Congo a saisi cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

U
N/réf: SVT/496/63

C1906

La Mission des Nations Unies au Congo
présente ses compliments au Ministère des Affaires
étrangères de la République du Congo et, se référant
à sa note N° 1341/G7633, en date du 16 décembre 1963,
concernant le transfert des Bases de Kamina et de
Kitona, a l'honneur de porter à sa connaissance ce
qui suit:

L'Organisation des Nations Unies accepte la
procédure proposée par le Gouvernement de la République
du Congo, tendant à la réunion d'une commission
tripartite, composée de représentants du Gouvernement
congolais, du Gouvernement belge et de l'ONU, pour
déterminer les modalités de la remise-reprise des
bases. Il est bien entendu que les négociations ne
devront pas porter sur la question du contentieux
entre le Congo et la Belgique d'une part et entre
la Belgique et l'ONU de l'autre, ni être liées à
cette question.

.../

Ministère des Affaires étrangères
de la République du Congo

LEOPOLDVILLE

La délégation de l'ONU à la commission proposée sera composée des trois membres suivants:

M. Rémy Gergé, Conseiller juridique principal et Conseiller politique de l'ONUC;

Le Général de brigade J.A. Dextraze, Chef d'Etat-Major de la Force des Nations Unies au Congo;

M. Roger Folgar, Chef adjoint des Services administratifs de l'ONUC.

La Mission des Nations Unies attacherait du prix à connaître le plus tôt possible la composition des délégations congolaises et belges, ainsi que la date à laquelle les négociations proposées pourraient commencer à Léopoldville.

Léopoldville, le 30 décembre 1963

REPUBLIQUE DU CONGO

C/POLE 000

MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES

1341/07633

Objet:

Evacuation par ONUC
bases militaires

C 306/L 4.

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo présent ses compliments à la Mission des Nations Unies au Congo et a l'honneur de porter à sa connaissance ce qui suit:

Le Gouvernement de la République du Congo a été informé, par la note 418/63 du 26 juillet 1963, que le Secrétaire Général des Nations Unies estimait que la disposition des Bases de Kitona et de Kamina ne présentait plus un caractère de nécessité pour l'exécution de la mission d'assistance de l'Organisation des Nations Unies au Congo, et qu'il était près à se dessaisir de ces Bases, conformément aux clauses d'un accord à conclure entre les Gouvernement belge et congolais.

Par ailleurs le Gouvernement congolais a été informé par l'Ambassade de Belgique à Léopoldville que le Gouvernement belge, de son côté, avait l'intention de remettre les dites bases, dès que possible, au Gouvernement congolais et de se mettre d'accord avec celui-ci sur les modalités de cette remise.

Dans sa réponse à l'Ambassade de Belgique en date du 11 décembre 1963 dont copie en annexe, le Gouvernement congolais a noté avec satisfaction l'intention du Gouvernement belge de lui remettre les bases de Kamina et Kitona, dès que possible, et a exprimé l'espoir que cette remise pourrait s'effectuer dans un proche avenir. Il a estimé que la meilleure méthode pour arrêter d'un commun accord les modalités de cette remise serait de le faire par des négociations tripartites entre les représentants de l'Organisation des Nations Unies, du Gouvernement belge, et du Gouvernement congolais, Il a donc

proposé que les trois parties désignent chacune une délégation composée de trois membres et que les délégations ainsi désignées se réunissent à Léopoldville dans les meilleurs délais aux fins d'arrêter les modalités de la remise.

Le Gouvernement congolais est convaincu que l'Organisation des Nations Unies ne soulèvera pas d'objection à la procédure proposée. Il sera reconnaissant à la Mission des Nations Unies au Congo de bien vouloir lui faire savoir la composition de sa délégation et la date à laquelle les négociations proposées pourront commencer.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à la Mission des Nations Unies au Congo les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 18 décembre 1963

A LA MISSION DES NATIONS
UNIES AU CONGO

A

LEOPOLDVILLE/KALINA

C/poroso

Message du représentant de l'OMUC à Kamina

23 décembre 1963

M. Kasongo Niesbo a été transporté à l'hôpital le 22 décembre pour troubles cardiaques. De plus, il s'affaiblit car, suivant la coutume, il ne peut manger en présence d'autres personnes. Un garde de l'ANC est constamment dans sa chambre et il n'a donc pas mangé depuis trois jours. La situation est calme mais tendue.



N° 1341/ 01504 /64

Ministère des Affaires Etrangères

V/N° Réf:

Objet :

Le Ministère des Affaires étrangères du Congo présente ses compliments à la Mission des Nations Unies au Congo et a l'honneur d'accuser réception de sa note GVT/31/64 du 15 février 1964 relative à l'administration des bases militaires de Kamina et du Bas-Congo, ainsi que de leur personnel.

Le Ministère confirme que, conformément aux arrangements intervenus entre les délégations des Nations Unies, du Gouvernement belge et du Gouvernement congolais, les 23 et 27 janvier et le 15 février 1964, le Gouvernement congolais a pris en charge l'administration des bases et de leur personnel, respectivement le 6 février 1964 au Bas-Congo, et le 14 février 1964 à Kamina.

Le Ministère saisit cette occasion pour renouveler à la Mission des Nations Unies au Congo l'assurance de sa haute considération.

Léopoldville, le 2. 3. 64

✓
A la Mission des Nations Unies au Congo

B. P. 7248

à

LEOPOLDVILLE.-





CABINET DU MINISTRE D'ETAT
BUREAU DES AFFAIRES KATANGAISES

Elisabethville, le 28 FEV 1963

CAB/MINISTAT/N° 188/63

A Monsieur le REPRESENTANT
DES NATIONS-UNIES
ELISABETHVILLE.-

Monsieur le Représentant,

On vient de me signaler que sous le couvert des opérations ONUC certaines compagnies dont les avions sont affrétés par l'ONUC effectuent dans le but commercial, le transport des marchandises et des passagers civils, à des prix extrêmement bas.

On précise à ce sujet qu'en date du 18 février courant, l'avion SE-EDS est parti d'Elisabethville à Manono à 11 heures 38^h GMT avec un chargement de marchandises appartenant à la GEMINE/AMONO, au tarif de frs. 17,- le Kg.

Puis-je vous demander, Monsieur le Représentant, de bien vouloir vérifier le bien fondé de ces affirmations, et au cas où elles s'avèreraient exactes, donner les instructions formelles pour qu'il soit mis définitivement fin à de telles pratiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma haute considération.

LE MINISTRE D'ETAT

J. ILEO



LE MINISTRE D'ETAT

DES AFFAIRES KATANGAISES

Elisabethville, le 28. FEV. 1963

CAS/MINISTAT/n° 202/63

A Monsieur le Représentant
DE L'O.N.U.C.
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

Je me réfère à la lettre n° 049/Elvill de 21 Janvier 1963
adressée par le Colonel ENHYA, Chef d'Etat-Major de l'A.E. à
l'Commandant en Chef des Forces des Nations Unies à
Elisabethville, et de l'existence de dépôts d'armes dans certaines localités du
Katanga.

En raison de l'importance de cette question, j'insisterai
pour qu'il soit le plus tôt possible de l'action menée par l'O.N.U.C.
à cet égard.

Je vous en remercie et vous prie d'agréer, Monsieur le
Représentant, l'assurance de ma haute considération.

LE MINISTRE D'ETAT

J. ILEO



N° 241/CAB/MINISTAT/13.-

LE MINISTRE D'ETAT
DES AFFAIRES KATANGAISES

A Monsieur le Représentant
des Nations-Unies
à ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

Le Ministre d'Etat se charge de vous
transmettre sous ce pli 3 copies de ses lettres adres-
sées au Ministre KIMBA en date des 26, 27 et 28 février
écoulé.

Veuillez agréer, Mr. le Représentant,
l'assurance de ma haute considération.-

LE SECRETAIRE DE CABINET,

- A. TSHIBANGU.-



Elisabethville, le 26 Février 1963.

CAB/MINISTAT/N° 169/63

Monsieur E. KIMBA
Ministre Chargé de la Gestion
des Affaires Courantes
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° SR/1524 du 25 courant ainsi que de son annexe et je vous en remercie.

Je dois cependant vous exprimer mon étonnement que, contrairement à la procédure que de commun accord, nous avons adoptée d'appliquer dans le respect de nos prérogatives respectives, vous avez élevé une protestation officielle vous même directement auprès d'un pays étranger.

Vous n'êtes évidemment pas sans ignorer que c'est là une matière qui relève de la compétence exclusive du Gouvernement Central.

Il vous appartenait donc de vous adresser à ce dernier qui devait prendre les contacts nécessaires avec le Gouvernement belge.

Qu'il me soit permis de vous rappeler que plus d'une fois, vous avez protesté auprès de moi contre le fait que quelques uns de mes fonctionnaires se sont adressés directement aux vôtres sans passer par votre intermédiaire.

J'aurais beaucoup aimé que votre Gouvernement ne donne pas à mes fonctionnaires l'occasion de lui dire de prêcher d'exemple.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de ma haute considération.

LE MINISTRE D'ETAT

J. ILEO

Elisabethville, le 28 février 1963.-

N°CAB/MINISTAT/ 187/63.-

A Monsieur E. KIMBA
Ministre Chargé de la Gestion
des Affaires Courantes
ELISABETHVILLE.-

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception
de votre lettre n°SR/1916 du 25 février 1963.

Je vous confirme les nombreux entre-
tiens que j'ai eus avec vous au sujet des incidents dans les
Communes d'Elisabethville.

Je vous ai signalé à maintes repri-
ses, sans en faire un drame, différents cas d'incidents con-
glants provoqués par la Police locale contre des personnes
qui ont manifesté en faveur du Gouvernement Central.

Mais devant la multiplication d'inci-
dents, j'ai préféré adopter les derniers jours l'attitude
d'en appeler les victimes au calme et cela dans l'unique sou-
ci de favoriser un climat propice à la réconciliation na-
tionale.

J'ai espéré, par cette attitude,
étant donné que tous ces incidents n'étaient pas ignorés de
vous, rencontrer de votre côté le même sentiment incitant la
même attitude.

Je dois sincèrement vous dire que si
nous voulons réellement arriver à un résultat positif, nous
devons non seulement tout mettre en oeuvre pour éviter le
plus d'incidents possibles, mais devons aussi nous garder
nous mêmes de les monter en épingle.

Je garde cependant ma confiance dans
une collaboration fructueuse pour le bien de la population
de cette Province.

Veuillez agréer, Monsieur le Minis-
tre, l'assurance de ma haute considération.-

LE MINISTRE D'ETAT,

- J. ILBO.-

Elisabethville, le 27 février 1963.

N°CAB/MINIETAT/ 185 /63.-

A Monsieur E. KIMBA
Ministre Chargé de la Gestion
des Affaires Courantes
ELISABETHVILLE.-

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception
de votre lettre n°GR/1803 du 19 février ainsi que de son an-
nexes et je vous en remercie.

Une lecture attentive de votre lettre
et de votre étude appelle de nombreux commentaires et critiques
tant sur le plan politique que juridique.

Une étude approfondie de ces deux
documents et leur analyse objective et fouillée peut amener à
rédiger un texte de plusieurs dizaines de pages.

Dépendant, je me refuse à engager une
polémique, inutile d'ailleurs, car je pense qu'il est sage de
nous appliquer à réaliser la réconciliation nationale en nous
laissant guider par notre souci d'objectivité et notre bon sens.

Je dois vous signaler en passant que
je n'ai pas été nommé Ministre Résident mais Ministre d'Etat
résident au Katanga ainsi que vous l'avez constaté par les
photocopies des Ordonnances du Président de la République, que
je vous ai remises lors de notre premier contact dans ma rési-
dence à Elisabethville.

Il serait superflu de vous dire qu'en-
tre ces deux fonctions, il y a une différence aussi bien sur
le plan politique que sur le plan juridique.

Mais pour en revenir au fond du pro-
blème que vous soulevez, je me permets de vous dire, sans tou-
fois avoir la moindre envie de vous poser une question quel-
conque, que tout votre exposé laisse dans une énigme deux pro-
blèmes à la fois simples et fondamentaux.

Simple parce que c'est le bon sens
fondamentaux parce qu'elles lèvent toute équivoque et tout
malentendu tant sur le plan politique que sur le plan juridi-
que.

Voici donc ces deux questions :

- 1°) quel est le statut juridique du Katanga, celui du Gouvernement dirigé par le Président TSHOMBE et celui de l'Assemblée du Katanga ?
- 2°) quel est le sens juridique du plan THANT ?

Une explication claire, précise et complète de ces questions, seule, peut lever tout malentendu et toute équivoque.

Pour ma part, je crois pouvoir affirmer sans crainte d'un démenti justifié que l'application du plan THANT accepté par le Gouvernement Central n'a présenté jusqu'ici aucune difficulté. Bien au contraire, il a été respecté scrupuleusement par nous.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.-

LE MINISTRE D'ETAT,

- J. ILEO.-

Bukavu - 23 février 1963

1. Le chef de cabinet a demandé la protection de l'ONUC, soutenant qu'il avait été menacé la nuit dernière et que le commissaire extraordinaire Mosoko avait ordonné aujourd'hui le retrait des deux policiers qui gardaient son domicile. Il a ajouté que le major Mbadu et M. Mosoko étaient amis si intimes qu'il craignait les gendarmes.
2. Nous avons reçu plusieurs visites de partisans de M. Miruno, exprimant des craintes analogues. La Force spéciale malaise patrouillera cette nuit la ville.
3. M. Lukunja a rendu visite au représentant de l'ONUC et l'a informé que le secrétaire de M. Mosoko avait pris 50.000 autres francs pour une partie d'accueil au champagne en l'honneur de M. Mosoko. La présentation des véhicules allemands a été retardée de plus d'une heure parce que M. Mosoko était encore endormi.

Elisabethville - 28 février 1963

1. Le Commandant de la Force, le Commandant local et M. Sherry se sont rendus chez M. Ileo cet après-midi du 28. MM. Worku, Rosenius et Garneau étaient également présents. Parlant des incidents, M. Ileo a proposé que les éléments militaires soient entièrement supprimés des patrouilles mixtes, qui ne devraient être composées que de la police de l'ONUC (comme les Nigériens à Léo) et de la police locale. Le Commandant de la Force a exposé les mesures convenues ce matin, lesquelles, il a été noté, avaient été suggérées par le colonel Ebeya. Il a également fait observer que pour le moment l'ONUC ne disposait pas d'une force de police supplémentaire, bien que l'idée serait examinée plus attentivement.

2. M. Kimba, qui est venu avec M. Munongo, a été reçu au QG, sur sa demande, par MM. Sherry, Rosenius et Valdés. Son idée était d'éliminer l'ANC des patrouilles mixtes. On lui a dit que l'ONUC avait la responsabilité de l'ordre public et s'attendait fermement à ce que les mesures convenues ce matin prévienne efficacement la répétition des incidents. Lorsqu'il a demandé que le gouvernement provincial soit consulté, nous avons fait valoir que les consultations sur un plan technique et non politique (Sapwe et Ebeya) étaient des plus utiles.

3. M. Kimba a voulu connaître également les modalités envisagées pour l'intégration de la gendarmerie. Nous avons dû éluder adroitement cette question, en déclarant que l'intégration serait achevée officiellement à la date limite de l'enregistrement, soit le 2 mars. Nous avons affirmé que l'incorporation effective aux unités prendrait plus longtemps et était une question surtout administrative et technique.

GVT/165/63

Elisabethville - 28 février 1963

L'ONUC a appris, aujourd'hui 28, que l'ANC avait établi un barrage routier à l'ouest de Karavia. M. Valdés a emmené le colonel Ebeja et 20 Ethiopiens sur les lieux; ils ont découvert une structure délabrée occupée par des soldats de l'ANC. Ils ont dit à ceux-ci qu'ils n'en avaient pas l'autorisation. Lorsqu'ils ont hésité à ôter le barrage, les Ethiopiens ont reçu l'ordre de le faire et la liberté de mouvement a été promptement rétablie. Le colonel Ebeja assistait à cela, passif et désolé. Il a soutenu ne pas avoir autorisé cette action de l'ANC.

Elisabethville - 25 février 1963

1. L'ONUC a appris ce matin du 25 que la nuit dernière, vers 18h.45 (heure locale), quelques soldats de l'ANC en véhicule s'étaient saisis de deux agents de la police locale au milieu de l'avenue Tombeur. Ils ont tué et démembré l'un d'entre eux et ont blessé fatalement de leurs baïonnettes l'autre.

2. Le Parquet et la police ont reçu l'ordre de ramasser les corps, qui ont été trouvés dans la brousse ce matin, et de procéder à une enquête.

3. Nous avons emmené le col. Ebeya à la résidence du Commandant, où une conférence a eu lieu à laquelle assistaient le Commandant de la Force, le Commandant local et MM. Worku, Rosenius, Sherry et Valdés. Sapwe a été appelé plus tard.

4. Le Commandant de la Force a interrogé en détail le col. Ebeya sur son aptitude à contrôler ses troupes et sur les mesures qu'il avait prises ou qu'il se proposait de prendre en vue d'appréhender les responsables de ces meurtres, de les juger et de les châtier.

5. Les dispositions suivantes ont été convenues:

A) Tout en maintenant les patrouilles mixtes, leurs membres de l'ANC et de la police ne seront autorisés qu'à porter des bâtons. Les membres de l'ONU resteront armés.

B) Tous les postes de l'ANC seront supprimés dans la ville, à l'exception de 3 à la résidence de M. Ileo, 3 au Ministère de la Défense et au QG de l'ANC, et 6 à la banque. L'ANC ne sera plus stationnée aux postes de police central et des communes.

C) Les soldats de l'ANC se rendant aux postes de garde ~~XXXXXXXXXXXX~~ et aux points de rendez-vous des patrouilles mixtes, ou en venant, voyageront sans armes, à heures déterminées, sous le commandement d'un officier de l'ANC, et prendront en charge les armes de leurs prédécesseurs aux trois postes où ces armes sont permises.

D) Dorénavant, les patrouilles mixtes de jour comprendront 3 membres de l'ONUC, 1 de l'ANC et 1 de la police. Les patrouilles de nuit se composeront de 10 plus 3. Elles seront munies de véhicules pour exécuter leurs tâches.

E) Des locaux seront fournis à Karavia, avec l'assistance de l'ONUC, pour permettre au commandant d'enfermer les armes de l'ANC lorsqu'elles ne seront pas employées.

F) Le colonel Ebeya a été chargé d'appréhender les suspects des meurtres de la dernière nuit et de les traduire en justice.

6. Comme le col. Ebeya nous a fait savoir qu'il n'avait ni personnel ni locaux pour instituer une cour martiale, nous réitérons notre demande que des officiers supérieurs de l'ANC, de préférence le général Mobutu, viennent d'urgence à Eville à cette fin et aussi pour rétablir la discipline.

7. Le consul des Etats-Unis vient de téléphoner, annonçant que des membres du corps consulaire avaient été invités par les autorités provinciales à voir les corps. M. Sherry lui a dit que nous ne voyions pas s'ils pourraient le faire dans leurs fonctions consulaires normales. M. Dean a répondu qu'il en convenait et que lui-même ainsi que son homologue du consulat de Grande-Bretagne ne donneraient pas suite à l'invitation, mais que d'autres consuls pourraient le faire.

8. M. Kimba s'est vu accorder une entrevue pour 17 heures, en vue de discuter de "l'ordre public". Il a déclaré aux consuls, qu'il avait convoqués d'urgence la nuit dernière, que les autorités provinciales exigeraient le retrait intégral des éléments de l'ANC des patrouilles mixtes.

9. M. Ileo est tenu au courant.

N/Réf. : GV2/162/63

L'ONUC présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur d'accuser réception de sa Note verbale N° 1341/0356 du 22 janvier 1963, concernant la réglementation de la police du roulage et de la circulation.

L'ONUC note que le Ministère a constaté que le nombre des accidents dus à l'ignorance du règlement de la circulation a été extrêmement réduit mais qu'il désire cependant obtenir des renseignements complémentaires sur ces accidents.

A ce sujet, les derniers chiffres disponibles indiquent que, depuis le début de l'Opération en juillet 1960, ses véhicules ont été impliqués dans 1185 accidents, dont 440 étaient dus aux conducteurs de l'ONUC. Pratiquement tous les accidents dont l'ONUC aurait été responsable étaient dus à la négligence du conducteur de l'ONUC. Les accidents attribuables à l'ignorance du règlement de la circulation n'ont pas dépassé le chiffre de 25. Etant donné que le total des véhicules de l'ONUC en circulation s'est élevé

.../...

Au Ministère des Affaires étrangères
de la République du Congo
Léopoldville

.../...

- 2 -

en moyenne à 3000 depuis le début de l'Opération de l'ONU, le taux des accidents mettant en cause des véhicules de l'ONUC est sans conteste très faible. Bien que le nombre total des accidents ainsi que celui des accidents attribuables à l'ignorance des réglementations de la route soient relativement réduits, l'ONUC tient à assurer au Ministère qu'elle continue à prendre toutes les mesures appropriées pour les réduire encore plus.

En ce qui concerne la Note N° 1341/7205 du Ministère en date du 12 septembre dernier, l'ONUC a pris toutes les mesures nécessaires pour régulariser l'immatriculation de certains véhicules dont le caractère illisible des plaques ou même l'absence de celles-ci ont été relevés par les autorités de police locales et signalés à l'attention de l'ONUC.

L'ONUC saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 28 février 1963



CABINET DU MINISTRE D'ETAT
CHARGE DES AFFAIRES KATANGAISES

Elisabethville, le 27. FEV 1963

CAB/MINISTAT/B° 13 /63

A Monsieur E. KIDIA
Ministre Chargé de la Gestion
des Affaires Courantes
ELISABETHVILLE.-

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'ackuser réception de votre lettre n° SR/1803 du 19 février ainsi que de son annexe et je vous en remercie.

Une lecture attentive de votre lettre et de votre étude appelle de nombreux commentaires et critiques tant sur le plan politique que juridique.

Une étude approfondie de ces deux documents et leur analyse objective et fouillée peut amener à rédiger un texte de plusieurs dizaines de pages.

Cependant, je ne refuse à engager une polémique, inutile d'ailleurs car je pense qu'il est sage de nous appliquer à réaliser la réconciliation nationale en nous laissant guider par notre souci d'objectivité et notre bon sens.

Je dois vous signaler en passant que je n'ai pas été nommé Ministre Résident mais Ministre d'Etat résidant au Katanga ainsi que vous l'avez constaté par les photocopies des Ordonnances du Président de la République, que je vous ai remises lors de notre premier contact dans ma résidence à Elisabethville.

Il serait superflu de vous dire qu'entre ces deux fonctions, il y a une différence aussi bien sur le plan politique que sur le plan juridique.

Mais pour en revenir au fond même du problème que vous soulevez, je ne permets de vous dire, sans toutefois avoir la moindre envie de vous poser une question quelconque, que tout votre exposé laisse dans une double question deux problèmes à la fois simples et fondamentaux.

.../...

Simple parce que c'est le bon sens, fondamentaux parce qu'ils ne
lèvent toute équivoque et tout malentendu tant sur le plan politique que
sur le plan juridique.

Voici donc ces deux questions :

- 1^o) quel est le statut juridique du Katanga, celui du Gouvernement dirigé
par le Président TSHUMBA et celui de l'Assemblée élue du Katanga ?
- 2^o) quel est le sens juridique du plan THANT ?

Une explication claire, précise et complète de ces questions,
seule, peut lever tout malentendu et toute équivoque.

Par ma part, je crois pouvoir affirmer sans crainte d'un énoncé
ni justifié que l'application du plan THANT accepté par le Gouvernement
Central n'a présenté jusqu'ici aucune difficulté. Bien au contraire, il a
été respecté scrupuleusement par nous.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute
considération

LE MINISTRE D'ETAT

J. ILBO

Bukavu - 27 février 1963

Le retour ~~surpris~~ de M. Mosoko a provoqué une alarme générale.

Les anciens ministres de M. Mirano et même M. Ngoy, chef de cabinet de M. Mosoko, sont venus à mon domicile et ont déclaré qu'ils se sentaient menacés. Le trésorier Lukunja est retourné dans le même avion et a été surpris d'y voir M. Mosoko, après les révélations qu'il avait faites au Ministre des Finances.

GVT/150/63

Elisabethville - 27 février 1963

Une séance a été tenue ce matin au QG de l'ONUC pour prendre des dispositions en vue de prévenir la répétition d'incidents pareils à ceux de la nuit dernière. Les membres de l'ONUC présents à cette séance étaient: le Commandant, MM. Sherry et Valdés, les colonels Baleta et Naerup; pour l'ANC: le colonel Ebeya et le capitaine Kulufa; et pour la police: le commissaire de police Sapwe. Il a été convenu que dorénavant une séance quotidienne de coordination se tiendrait à 15 heures dans le bureau du colonel Worku pour passer en revue les événements des derniers jours et élaborer les mesures à prendre pour les prochains jours. Aucune mesure ne sera prise à l'égard des incidents sans en informer les trois parties engagées dans le maintien de l'ordre public à Elisabethville. En particulier, nous avons exhorté l'ANC et la police à établir une liaison directe pour leur permettre d'obtenir une assistance l'une de l'autre, surtout lorsque l'ANC se trouve aux prises avec une situation qui nécessite une action policière plutôt que militaire. Bien entendu, l'ONUC figurera pleinement au tableau.

Selon les derniers renseignements, deux soldats de l'ANC sont été tués et un blessé au cours de l'incident de la nuit dernière à Lubumbashi. Un policier y a également été tué. Le policier blessé à Katuba est décédé ce matin 29 février. L'autopsie des soldats de l'ANC sera pratiquée à 14 heures (heure locale) par les médecins de l'hôpital Italia, qui seront aussi témoins de l'autopsie des deux policiers. Une enquête complète sur l'incident a commencé sous la direction du colonel Naerup.

Jusqu'à présent, toutes les investigations ont établi - et le colonel Ebeya en convient - que le rôle capital a été joué la nuit dernière par le col. Mwimbi de l'ex-gendarmerie, actuellement au service de l'ANC à Karavia; sans autorisation, il a ordonné à des soldats de l'ANC occupant un camion à Katuba d'"aider" les autres soldats de l'ANC qui étaient engagés dans une fusillade dans cette localité. Le colonel Ebeya signale qu'il a vivement réprimandé Mwimbi et a réitéré ses instructions à l'ANC de n'accepter d'ordres que de lui-même ou du capitaine Kulufa. Nous avons l'impression que Mwimbi n'est pas très bien équilibré.

GVT/158/63

Messages télégraphiques de l'ONUC à Elisabethville.

- Premier Message, reçu le 27 février à 4 h. du matin :

Nous désirons signaler des graves incidents dans la nuit du 26 au 27 février, mettant en cause des membres de l'ANC, de la police et de l'ex-gendarmerie katangaise. A 21.30 heures, l'ONUC a appris que des éléments de l'ANC d'une patrouille mixte avaient tiré sur un gendarme en uniforme, non-armé, dans la Commune de Katuba. Monsieur Valdes et les colonels éthiopiens Kedida et Belete, ainsi que Monsieur Paul Wiis et le Chef de Police Sapwe, sont allés sur les lieux pour enquêter. Ils ont appris que, malgré les ordres du Commandant éthiopien de la patrouille, l'ANC et la police avaient répondu à un appel en provenance d'un bar, où ils ont trouvé deux gendarmes en uniforme qui essayaient de s'enfuir, et l'un d'eux a reçu une balle dans la tête. Il est hospitalisé, dans un état grave, semble-t-il.

Les soldats de l'ANC impliqués dans l'incident sont partis. Alors que Monsieur Valdès et les colonels questionnaient les policiers de la patrouille, environ quarante soldats de l'ANC sont arrivés en camion, dans un état de surexcitation, avec deux policiers sous leur garde. Ils ont entouré le groupe de l'ONUC de façon menaçante, cherchant à interrompre l'enquête. Le Capitaine Kulufa (second du Colonel Ebeya) était également arrivé, et il a reçu l'instruction d'ordonner à ses hommes de retourner immédiatement à leur camp pour le motif qu'ils n'avaient

.../...

par le droit d'effectuer des mouvements de troupes sans la connaissance & le consentement de l'ONUC. Les hommes ont obéi à contre-cœur et sont partis, et les deux policiers ont été relâchés. A 22.50 heures, le groupe de l'ONUC a entendu des coups de feu en provenance de Lubumbashi, et Monsieur Paul Wiis, accompagné de quelques personnes, s'est rendu à Katuba en minibus pour ouvrir une enquête ; par la suite il a été rejoint par M. Valdès. Sur la route de Kipushi, ils ont d'abord découvert du sang et la casquette d'un policier, mais ils n'ont pas trouvé de cadavres. De là, ils se sont mis en contact avec le QG de l'ONUC par motorola et ont reçu l'ordre de retourner au QG pour donner un rapport détaillé, car la situation semblait très confuse. Sur le chemin du retour, ils ont découvert trois cadavres de soldats de l'ANC gisant sur la route mais ils n'ont pas jugé bon de poursuivre leur chemin car il y avait des mouvements dans la brousse et ils semblaient être en danger de tomber dans une embuscade. Ainsi, ils sont retournés par Katuba où, entretemps, une patrouille éthiopienne était arrivée et avait rétabli l'ordre. Au moment de l'envoi du présent télégramme (1.30 heure locale) MM. Ebeya et Sapwe, ainsi que MM. Valdès et Belete et 20 Ethiopiens, étaient partis sur les lieux pour récupérer les corps des soldats de l'ANC, effectuer une enquête et faire un rapport. Des renseignements complémentaires seront envoyés au fur et à mesure de leur réception.

- Deuxième message reçu le même matin à 8 heures.

1. MM. Valdès et Ebeya, ainsi que leur groupe, sont retournés sains et saufs.
2. A leur départ du QG, comme signalé, ils ont trouvé au Pont de Lubumbashi un camion Bedford abandonné au milieu de la route, avec le cadavre d'un policier à l'intérieur. Des soldats de l'ANC sont sortis de la brousse et ont fait savoir à Monsieur Ebeya que ses troupes étaient alignées le long de la route avec des intentions hostiles envers les visiteurs. Le Colonel Ebeya a envoyé un officier informer les hommes de l'ANC et assurer la sécurité du groupe. Quelques centaines de mètres plus loin, deux cadavres de soldats de l'ANC ont été trouvés, puis un second camion a été découvert. Il avait été apparemment utilisé pour amener des renforts de l'ANC.
3. A la station de police de l'Union Minière occupée par des policiers katangais et des soldats tunisiens de l'ONUC, le Sergeant tunisien en charge a déclaré avoir vu des soldats de l'ANC, dans un camion retournant de Katuba tirer sur le policier puis ouvrir une rafale de mitrailleuse sur la station en passant.
4. Un rapport a été fait à trois heures quinze au Général Prem Chand qui a ordonné une enquête immédiate.

- Entrevue entre le Général Mobutu d'une part et M. Llu et le Major Hubert d'autre part.
-

1. M. Llu et le Major Hubert (Officier de liaison de l'ONUC) sont allés voir le Général Mobutu pour discuter des incidents de la nuit du 26 au 27 février.

2. Le Général Mobutu, qui a contacté M. Iléo par téléphone, a donné les renseignements suivants :

(a) Le premier incident a eu lieu quand des membres de l'ANC ont voulu arrêter un gendarme en uniforme qu'ils ont rencontré, parce que les gendarmes ne sont pas autorisés à porter leur uniforme. Quand le gendarme a résisté l'arrestation, une escarmouche a eu lieu et un ANC a tiré sur le gendarme. Le gendarme est mort de ses blessures ce matin.

(b) Après cet incident, le Colonel Mwambi (Officier de l'ex-gendarmerie Katangaise qui après sa réintégration est stationné au Camp Karavia, mais sans recevoir de fonctions de commandement) a sonné l'alerte au Camp et un groupe d'ANC a été envoyé sur les lieux de l'incident. Quand ils sont arrivés sur ces lieux, des policiers, par peur de représailles sans doute, ont commencé à tirer. Dans l'échange de coups de feu qui s'est ensuivi, deux ANC et un policier ont été tués. D'après M. Iléo, les Tunisiens ne sont pas impliqués dans l'incident.

3. Le Général Mobutu a conclu que le premier incident était dû à la résistance du gendarme en question et ce second incident à l'action mal inspirée que le Colonel Mwambi a prise sans en avoir reçu l'autorité. Le Général a dit qu'il allait faire traduire le Colonel Mwambi devant le Conseil de discipline sans délai. Il a ajouté que le Colonel Ebeya se trouvait actuellement au Camp Karavia pour calmer ses troupes et que M. Iléo allait le rejoindre là-bas pour aider à l'apaisement.

Léopoldville, le 26 FEV. 1963



CABINET
DU PREMIER MINISTRE

DIRECTION POLITIQUE

N° 00400

/CAB/P. M./BC/1j

FC to comment

Objet :

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'ONUC, au cours de ses interventions, a saisi des armes et des munitions aux unités et dans les dépôts de la Gendarmerie Sud-Katangaïse.

Ces armes et munitions faisant partie du patrimoine national, je vous serais très obligé de bien vouloir les faire parvenir au Commandant de la Base de l'A.N.C. à Léopoldville.

Avec l'expression de mes chaleureux remerciements et de ma vive reconnaissance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.



LE PREMIER MINISTRE a.i.

[Signature]

Cyrille ADOULA,

J.P. Dericoyard.

A Monsieur GARDINER,
Chargé de Mission de l'Organisation
des Nations Unies au Congo
à
LEOPOLDVILLE/KALINA.

Bukavu - 26 février 1963

1. A l'étonnement de pratiquement toute la population, il a été annoncé officiellement que le Commissaire extraordinaire Mosoka retournera demain.
2. Le plus surpris de tous est le commissaire spécial Samoudzou, qui a dit à tout le monde que la création d'un collège exécutif avec lui-même à sa tête était imminente. Il m'a déclaré que si M. Mosoka arrivait, il partirait pour Léo le lendemain.
3. Le rapport de la mission parlementaire et l'opinion recueillie en ce moment par les Ministres de l'Agriculture et de l'Education en tournée devraient avoir leur poids.
4. Il en est de même du rapport du trésorier Lukunja, qui est parti pour Léo le 23 avec des documents prouvant les tractations de M. Mosoko, et qui n'est pas retourné.
5. Les anciens ministres de Miruno et les dirigeants du parti ~~Ekaka~~ ~~Ekaka~~ ~~Ekaka~~ demandent à l'ONUC d'aviser immédiatement le Chef de l'Etat et la Sûreté nationale que M. Mosoko profite de l'absence du Premier Ministre pour retourner. La tolérance ou la connivence du Ministre de l'Intérieur est soupçonnée.
6. Des Européens et des Congolais m'ont demandé confirmation et ~~xxxxxxx~~ veulent savoir comment le Gouvernement central permet cela.
7. Si cela est confirmé, la panique sera générale et le prestige du Gouvernement central tombera à son point le plus bas. L'éditorial du "Progrès" du 15 février a eu beaucoup de lecteurs.



CABINET
DU PREMIER MINISTRE

NY 1688
g 609
Léopoldville, le 26 février 1963.-

N° C 000400 (00460) /CAB/P. M./

Monsieur Robert GARDINER
Chargé de la Mission de l'O.N.U.C.
LEOPOLDVILLE.-

Objet : Assistance technique.-

Monsieur le Chargé de Mission,

Dans le cadre de l'assistance technique dont mon pays aura besoin après le départ des troupes de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République du Congo a décidé d'avoir recours aux pays ci-après pour la modernisation de l'A.N.C. :

- | | | |
|----------------|-----|---|
| 1) Le CANADA | - | pour ce qui est de nos Ecoles technique
(Transmissions) |
| 2) L'ITALIE | - " | "- de l'Aviation |
| 3) La NORVEGE | - " | "- de la Marine |
| 4) L'ISRAEL | - " | "- de la Formation de nos para |
| 5) La BELGIQUE | - " | "- des techniciens des Quartiers
Généraux A.N.C. et des Groupements. |

La BELGIQUE s'occupera en plus : de nos bases
de la gendarmerie
de nos diverses écoles
militaires.

En plus de ces pays, j'attire votre attention sur le fait que les Etats-Unis n'interviendraient que pour la fourniture du matériel indispensable pour la bonne réussite de cette assistance technique.

Je suis persuadé que vous ne verrez aucun inconvénient pour que cette aide d'une grande utilité nationale se réalise sans aucune difficulté, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Premier Ministre,

J.P. DERICOYARD
Ministre des Affaires Economique et des
Classes Moyennes



Léopoldville, le 26 février 1963

Notre réf: GVT/156/63

Notre représentant à Luluabourg nous prie de vous transmettre
le télégramme suivant :

"REFERENCE VOTRE TELEGRAMME NO.CAB 221.00/119 DU 20 FEV.

48 HOMMES DE L'ANC STATIONNENT A CHARLESVILLE OU SITUATION

RESTE CALME. CONSIDERATION. PACKHAM."

GVT/155/63

L'ONUC présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur d'accuser réception de sa note No. 1341/0783 du 1er février 1963, concernant un incident qui s'est produit dans la nuit du 19 au 20 novembre 1962 et au cours duquel un officier de sécurité de l'ONUC a ouvert le feu sur un écolier congolais dans la commune de N'Galiema, plus précisément à "Ma Campagne".

L'ONUC a noté qu'une enquête est en cours sur cet incident et que le Ministère tient à recevoir les éléments nécessaires qui l'ont provoqué.

L'enquête que l'ONUC elle-même a menée a établi que cette nuit là, Mr. Guy Langlais, officier de sécurité de l'ONUC, effectuait une patrouille dans la commune de N'Galiema avec trois policiers congolais, MM. Okito Léonard, Bakaka Honoré et Marembo Jérôme. Vers Oh30, la patrouille est arrivée en jeep à "Ma Campagne". Dès qu'elle s'est arrêtée, un groupe de jeunes gens a commencé à fuir les lieux, ce qui a naturellement éveillé les soupçons des policiers, qui ont crié aux fuyards de s'arrêter, mais sans succès. M. Langlais a alors tiré deux coups de feu en l'air puis, voyant qu'ils ne s'arrêtaient pas, trois autres coups. Il semble que l'une des balles ait frappé un mur et ait atteint par ricochet le jeune Mboka Philémon, âgé de 17 ans - il ressort d'un rapport médical qu'il n'a pas été gravement blessé. Par la suite, le jeune homme a déclaré qu'il avait fui dès qu'il avait aperçu la patrouille parce qu'il savait qu'il lui était interdit de se trouver dans un lieu public à cette heure de la nuit.

Ministère des Affaires Etrangères
de la République du Congo

.../...

LEOPOLDVILLE

.../...

- 2.

L'enquête de l'ONUC a donc établi que Mboka Philémon était dans son tort, pour s'être trouvé dans un lieu public à une heure interdite et pour avoir continué à s'enfuir lorsque la police lui a ordonné de s'arrêter. D'autre part, comme les instructions de l'ONUC enjoignent aux officiers de la sécurité de ne tirer qu'en cas de légitime défense, M. Langlais a été licencié peu de temps après l'incident.

L'ONUC tient à exprimer au Ministère des Affaires étrangères son profond regret pour cet incident, et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 26 février 1963.



ACG/co

CIV-OPS 74/63.

Annulé

Léopoldville, le 26 février 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli un rapport de M. Senn, délégué de la Croix Rouge Internationale, concernant des prisonniers militaires détenus dans la prison de Stanleyville.

Dans son rapport, M. Senn attire l'attention sur les conditions irrégulières de la détention des prisonniers en question, et sur le maintien injustifié de leur détention après la fin des hostilités avec la province du Sud-Katanga. M. Senn semble ^{comme} ~~qualifier~~ ^{puisque} les détenus ^{en question} dont il s'agit de prisonniers de guerre, ~~du moment qu'il invoque à leur égard la Convention de Genève y relative.~~

Contraint ← Sans adopter cette ^{thèse} ~~qualification~~ ^{thèse}, du moment ^{du moment} que la secession du Katanga a été ~~qualifiée~~ ^{qualifiée} comme acte de rébellion contre l'Etat central, j'ai toutefois tenu à porter à votre connaissance le rapport du délégué de la Croix Rouge Internationale, persuadé en premier lieu que vous seriez intéressé de faire constater par vos services compétents l'exactitude des griefs formulés par celui-ci concernant les conditions de traitement des détenus.

Je me permets, d'autre part, d'attirer votre attention sur la possibilité qu'il y aurait d'examiner la question sous un autre aspect que celui présenté par le délégué de la Croix Rouge Internationale, celui notamment de la qualification éventuelle de certains de ces prisonniers, après examen de chaque cas particulier par l'autorité judiciaire compétente, comme auteurs ou complices d'infraction contre la sûreté de l'Etat, ou d'une autre infraction de droit commun, qui ne seraient pas prévus par la proclamation d'amnistie, ~~laquelle, d'ailleurs, n'a pas encore été consacrée par la promulgation d'une loi.~~

Cette enquête judiciaire offrirait l'occasion de régulariser la détention, dans les formes prescrites par la loi, de ceux qui auraient à répondre à de telles infractions, et de permettre l'élargissement des autres détenus.

Veuillez croire que ma demande n'a qu'un caractère informatif, et m'a été dictée par la connaissance que j'ai de votre souci de faire respecter, en toutes circonstances, la légalité.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

R.K. Gardiner
Chargé de la Mission des
Nations Unies au Congo.

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre

ROUTING SLIP

Comments for the record should not be written on this slip. REFERRAL SHEET PT.108 should be used instead.

TO:

Mr. Gardiner

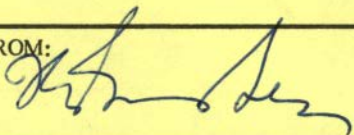
	APPROVAL		YOUR INFORMATION
	MAY WE CONFER?		AS REQUESTED
	YOUR SIGNATURE		FOR ACTION
	NOTE AND FILE		REPLY FOR MY SIGNATURE
	NOTE AND RETURN		PREPARE DRAFT
	YOUR COMMENTS		ATTACH RELATED PAPERS

The attached is sent to you
at the direction of Mr. Rolz-Bennett
for your information.

DATE:

4/3/62

FROM:





CHAMBRE
DES
REPRÉSENTANTS

C / Pbl m Cst 1st
Léopoldville, le 25 février 1963.

A Monsieur le Président
de l'Assemblée Générale
des Nations Unies
à
NEW-YORK.

Réf: DN/37/Div/63.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire tenir sous ce pli, les copies de mes lettres de demande de grâce adressées respectivement à MM: ADOULA, Premier Ministre du Congo et Joseph KASA-VUMBU, Président de la République, concernant l'affaire de l'arrestation arbitraire de Mr GIZENGA.-

Principalement, je me permets de vous manifester mon vif mécontentement, de pouvoir constater par maintes reprises et avec un grand étonnement, la fermeture silencieuse de l'œil que garde chaque fois, l'Organisation des Nations Unies, sur l'affaire de Mr GIZENGA Leader National du Congo, maintenu en détention préventive en exil depuis le mois de janvier 1962, sans aucune enquête ni jugement.-

Je puis vous rappeler que, Mr GIZENGA survit actuellement dans des conditions malheureuses, regrettables et désastreuses dans l'exil de l'île de Bulambumba, suivant l'ordre du Gouvernement bicéphale de Mr ADOULA, contrairement à la loi de la République, stipulant: Tout individu à plein droit à sa liberté et à la sécurité de sa personne, et Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou détention arbitraire.

D'autre part, je le sais bien que vous me direz que ma lettre vous pousse dans l'ingérence des affaires intérieures du Congo, bien sûr, mais, veuillez jeter un coup d'œil à côté combien vous avez déjà fait autant pour le Congo, ma lettre est claire, la stratégie n'est que vous formuler ma crainte de façon que le cas commis odieusement à Patrice Emery LUMUMBA, par des manœuvres de l'O.N.U.C. ne soit pas appliqué en la personne de Mr GIZENGA, de qui le pays compte sur.

Naturellement, je voudrais d'une part vous rappeler les effets des articles 9-21-23 et 24 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, et la teneur de la charte des Nations Unies relativement à le statut de la cour internationale de justice.-

Mon souci est de voir le rétablissement et l'application équitable de la légalité sincère et la conformité des lois selon la convention signée entre les nations unies, et notamment envers la nation Congolaise.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'assurance de ma parfaite considération distinguée.

EGIDE DAVIDSON BOCHELEY,
Député National de la République du Congo.

Léopoldville, le 25 février 1963.-

Transmis copie pour information à,

- Mr Le Chef de l'Etat de la République du Congo à LEOPOLDVILLE.
- Mr Le Président du Sénat du Congo à LEOPOLDVILLE.
- Mr Le Président de la chambre des Représentants du Congo à LEOPOLDVILLE.
- Mr Le Ministre de la Justice du Gouvernement Central à LEOPOLDVILLE.
- Mr Le Procureur Général du Congo à LEOPOLDVILLE.
- Mr Le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies à NEW-YORK.
- Mr Le Secrétaire Général des Nations Unies à NEW-YORK.
- Mr Le Président du Conseil de Sécurité à NEW-YORK.
- Mr Robert GARDINER, Représentant Spécial de l'O.N.U. à LEOPOLDVILLE.
- Messieurs les Présidents des Assemblées Provinciales du Congo (TOUS)
- Messieurs Les Présidents du Gouvernements Provinciaux (TOUS)

Avec prière de bien vouloir examiner minutieusement cette affaire, et trouver avec moi une solution positive, l'assurance de ma plus haute considération,

A Monsieur Cyrille ADOULA,
Premier Ministre de la
République du Congo

à LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous rappeler que, malgré les chaleureuses démarches effectuées par des milieux nationaux et internationaux, manifestant vivement la libération provisoire ou la traduction rapide en justice de Mr GIZENGA, tandis que le Parlement Souverain seul organe suprême de la Nation, a émis un vote à l'unanimité pour la libération inconditionnelle en moins de 48 heures précises de Mr GIZENGA, ancien Vice-Président du Conseil des Ministres et Député National, depuis sa séance publique du 20 décembre 1962.-

Antérieurement, vous vous méditez bien que c'est par le canal hiérarchique des institutions souveraines du pays que Mr GIZENGA a été brutalement libéré puis le début du mois de janvier 1963, à Stanleyville.

...../....

et fut transféré en prison de Léopoldville, pour y être jugé par la loi de la République et selon la procédure juridique, tout comme les autres citoyens. Jusqu'à présent, ce grand persécution du pays n'a jamais comparu devant aucun juge d'instruction judiciaire, et de pouvoir éventuellement établir en sa charge, le soupçon d'actes de culpabilité, nature et gravité d'infraction lui reprochées.

Me référant légalement aux articles 4- 5 et 44 de la loi fondamentale du 19 mai 1960, sur les structures du Congo, je vous rappelle ses effets ci-énumérés:-

Article 4 les deux chambres organisées dans la forme décrite par la présente loi, et le chef de l'Etat composent le pouvoir constituant.

Article 5 aucune des dispositions de la présente loi ne peut être interprétée dans un sens opposé à celui des principes énumérés dans la loi fondamentale relative aux libertés publiques.

Article 44 les Ministres ne peuvent faire l'objet de poursuites qu'après avoir été mis en accusation par l'une des chambres. Ils sont dans ce cas traduits devant une cour de justice siégeant au Congo. Celle-ci sera composée de trois conseillers de la cour de Cassation de Belgique, désignés par son premier Président, et un membre du Parquet Général à la cour de Cassation, désigné par son Procureur Général. La cour est assistée d'un greffier désigné par le premier Président.

Etant donné que, la Belgique ne pouvant en aucun cas s'immiscer dans les affaires intérieures du Congo, et malgré l'intervention de l'article 44 alinéa 2, de la loi fondamentale du 19 mai 1960. Mais, le Parlement Souverain et le Chef de l'Etat sont seuls habilités d'en prendre telle décision directe. En ce sujet, il serait incompréhensible de constater avec beaucoup des regrets que Mr QIZENGA ne soit pas mis en liberté jusqu'ici.

Conformément à la loi de la nouvelle jurisprudence en vigueur actuellement au Congo, la résolution n°8 de la table politique de Bruxelles, relative à la future constitution, et à la législation de l'Etat du Congo, conférant légitimement à tous les citoyens sans distinction aucune des classes, et aux étrangers résidant dans la République, et aussi par la compétence législative reconnue sans réserve au Parlement Souverain du Congo, les pleins droits ci-après:-

1° L'égalité de tous les êtres humains devant la loi.

2° Le droit de chacun à la vie et à l'intégrité corporelle.

.../...

- 3° La garantie de la liberté individuelle sans réserve des interventions d'un pouvoir judiciaire par la constitution, et les lois lesquelles, garantiraient notamment les droits de la défense et écarteraient systématiquement toute menace d'arbitraire.

D'autre part, je puis vous faire remarquer constamment que, Mr GIZENGA, en tant que citoyen congolais pourvu de toutes conditions légitimement requises, a le plein droit en matières suivantes:-

- 1° Le droit de toutes communications,
- 2° Le droit à l'assistance d'un conseil,
- 3° Le droit d'être informé dans un temps opportun de l'infraction lui reprochée,
- 4° Le droit en matière d'interrogatoire dans 24 heures dès le jour de l'arrestation,
- 5° Le droit de traitement efficace tant médicaux que civiques dans les lieux de détention à des conditions humaines.

Revenant spontanément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, décret du 10 décembre 1948 (B.O. 1949-P.1206) adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, en ses articles 9-13-21-23 et 24, et subsidiairement en sa Déclaration législative du 28-12-62, dont, copie ci-jointe, il serait extra-légalement inconcevable et inadmissible de maintenir arbitrairement Mr GIZENGA en détention préventive sans justification aucune, car, il est strictement hostile sur le droit en vertu duquel, nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé sans aucun motif plausible justifiant l'arrestation.

En général, des milieux nationaux et mondiaux épris de liberté, vous ont extrêmement tant conseillés et suffisamment exprimés leur grande inquiétude contre l'arrestation qualifiée d'ailleurs d'arbitraire en la personne de Mr GIZENGA, à part de l'intervention légitime du Parlement Congolais, dès lors, aucune disposition légale à la loi n'a été respectée.

Personnellement, j'estimerai de mon devoir d'attirer particulièrement votre sérieuse attention, de la façon que Mr GIZENGA puisse bénéficier de toutes les prérogatives aux principes proclamés dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme, selon la légalité établie par la démocratie au Congo.-

Ayant pleinement confiance, à vos hautes qualités si renommées, de syndicaliste, de législateur et d'exécuteur des lois régissant au Congo, et revêtu spacieusement des règlements d'ordre intérieur du pays, j'aimerais bien vous suggérer de reprendre humainement votre conscience nationale, notamment dans le sens exceptionnel et partiel de la fraternité, de la réconciliation et de l'entente nationale conformément à l'acte officiel rendu publiquement à Lovanium le 2 août 1961, de l'amnistie générale proclamée solennellement par le Chef de l'Etat du Congo, en date du 14 novembre 1962, et à la confirmation de votre propre message reconnaissant la teneur de la déclaration Universelle des droits

de l'homme, de ces faits, j'insiste rigoureusement auprès de votre compétence pour que soit prise, dans un bref délai, la mesure de clémence en faveur de Mr. GIZENGA.-

Qu'il ne soit permis de vous garantir de toutes assurances nécessaires que, pareil geste ne faillirait qu'à augmenter harmonieusement votre prestige et célèbre réputation, non seulement dans les yeux du peuple congolais mais, encore dans ceux du monde international.

Monsieur le Premier Ministre, je pense que si, nous nous rendons toujours compte du passé, il serait regrettable car, on continuera excessivement à détruire ce pays avec vengeance, au lieu de reconstruire, le mieux vaut fermer les yeux et passer copieusement l'éponge sur le tableau noir du Congo, pour aboutir constitutionnellement à un compromis pacifique, pour que règne le bonheur, la sécurité, la prospérité et la paix au Congo.

En réalité, je crains que ma lettre ne soit traitée d'aucune manière d'influence ou d'intervention personnelle et sentimentale, mais en tant que représentant légal de la nation, il est logiquement de mon devoir, de vous souligner tout simplement les points stratégiques faisant gravement l'objet d'une inquiétude particulière de la part de la population congolaise, et en général celle de notre jeune état.

Il serait scrupuleusement étonnant, de voir au moment même où toutes les nations amies et frères du monde international se concentrent progressivement de nous prêter leur fructueux concours d'assistances diverses, pour nous permettre efficacement le développement de notre pays, dans tous les domaines tant sociaux qu'économiques, je suppose pertinemment que l'emploi des moyens de négociations pacifiques seront le seul remède à apporter dans cette déplorable situation.-

Comptant sur votre sens de l'équité et de compréhension, veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.-

LE DEPUTE NATIONAL DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

E. D. BOCHELLEY.-



CHAMBRE
DES
REPRÉSENTANTS

Réf. DN/36/Div/63.

Objet: Affaire Mr GIZENGA.

Leopoldville, le 25 février 1963.-

A Monsieur Joseph KASA-VUBU,
Président de la République
du Congo, de, et, à,
LEOPOLDVILLE.

Votre Excellence,

J'ai l'honneur de vous transmettre par la présente, pour votre information, la copie de ma lettre d'intervention, adressée au Premier Ministre, concernant l'affaire de Mr GIZENGA, Député National, et à la suite de la résolution prise à l'unanimité des membres présents, à la Chambre des Représentants, en sa séance plénière du 20 décembre 1962, exigeant sa libération inconditionnelle.-

En ce sujet, vous vous souviendrez affirmativement Excellence que, le délai accordé à l'exécution de cette prise de proposition au Gouvernement, était de 48 heures, et que le bureau de la Chambre des Représentants avait mis à temps opportun, Mr ADOULA au courant de cette situation si grave et désastreuse.-

Cependant, je suis au grand regret de devoir constater que depuis deux mois après ce vote, Mr GIZENGA reste toujours fermement détenu préventif, et exilé arbitrairement dans l'île de Buzumbuba. Ceci constitue frauduleusement un scandale honteux aux yeux du peuple souverain du Congo, et du monde tout entier.-

En tant que, membre effectif de la haute assemblée législative de ce pays, et partisan acharné du plébiscite préconisant expressément la mise en liberté immédiate de Mr GIZENGA, je ne puis en aucun cas, ne pas rappeler à Mr ADOULA, qu'étant Premier Ministre, il lui appartient le droit de donner l'exemple de soumission et d'obéissance aux lois, et aux hautes institutions souveraines du pays.

En conséquence, l'inexécution volontaire manifestée à la décision prise légitimement par la Chambre des Représentants, en faveur de Mr GIZENGA, est l'entretien néfaste de l'anarchie totale dans notre Jeune Etat, à peine s'est rangé librement sur le plan international des Nations civilisées, dont, je ne pourrais absolument tolérer de faire remarquer à l'attitude incohérente de Mr ADOULA, vu que cet état des choses ne fait qu'amoindrir le prestige de son Gouvernement devant le peuple congolais, et celui du monde international épris de liberté.

.../...

En réalité, si dans l'avenir les institutions provinciales ne se soumettront pas aux ordres du Gouvernement Central de Mr ADOULA, accepterait-il de partager avec elles la responsabilité d'une situation anarchique ainsi créée?

Généralement, je prouverai inutile de le dire ensuite que, les conseils subversifs accompagnés de la dictature recommandés arbitrairement à Mr ADOULA, pour maintenir indéfiniment Mr GIZENGA, en exil comme détenu préventif, ne lui honorent aucunement, au contraire, ces instructions illogiques l'envoient inévitablement dans l'empire de la vengeance extrême.-

Réellement, cette manière d'agir dans un pays souverain comme le nôtre, ne menace non seulement la situation individuelle de Mr ADOULA, mais aussi plus gravement celle de la bonne marche et de la réputation de toute la République du Congo, dans les yeux de l'opinion publique, et laissant ainsi l'impression scandaleuse qu'il est de ceux pour qui, l'adversaire politique est une bête sauvage d'abattre sans pitié et ni jugement aucun. Or, cela étant loin de ses imaginations suivies de l'animosité, car, à Lovenium comme dans l'affaire Katanga, il lui semble toujours être partisan de la réconciliation.

Notamment, Mr GIZENGA, une de grande figures du Congo, champion de l'indépendance du pays, se trouve dès lors arrêté, exilé et abandonné sans aucune procédure légale et juridique, couvrant son état de détention, et survivant longuement dans des conditions inhumaines et épouvantables, aussi cela en dépit de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, tandis que, le Gouvernement du peuple souverain du Congo que, dirige dictatorialement Mr ADOULA, est un des principaux partisans de ces effets, sans qu'il en soit besoin de se rappeler toutefois, des différentes lois protégeant la personnalité de Mr GIZENGA.-

Confirmativement, je pense que ma crainte peut être justement fondée, si l'on examine minutieusement les conditions malheureuses et inapplicables de la détention illégale de Mr GIZENGA, et de voir notre pays souverain vivre odieusement d'un régime de LETTRE DE CACHET, au moment où les autres pays dictateurs et auteurs de ce régime l'ont déjà dénoncé et aboli.-

Votre Excellence, qu'il ne soit irrévo- cablement permis de vous signaler aussi que, la malveillance et le silence gardés récidivement par Mr ADOULA pour la libération de Mr GIZENGA, suite à l'ordre légal lui intimé par le Parlement Souverain, ne font non seulement la honte et la perte du prestige des institutions nationales du Congo, mais encore du pouvoir législatif de l'Etat tout entier, devant l'opinion nationale et internationale.

.../...

A toutes fins utiles, je tiens à vous souligner ici plus précisément que, le caractère de ma lettre ne manifestant aucune rivalité ni un signe contre la personne de Mr ADOULA, qui est d'une part mon ami, et d'autre part, un frère de race, mais, bien contre sa politique sombre jénant extrêmement le pays entier avec son peuple.

Profondément indigné de cette pareille situation, j'insiste scrupuleusement auprès de votre compétence exécutive et de votre sagesse incontestée, de pouvoir constater la nouvelle phase bien ramaniée à la politique de Mr ADOULA, pour plaire à la nation car, la voix du peuple c'est la parole de DIEU.

Pour terminer, je vous demanderai compte tant de ce qui, précède de bien vouloir user de votre influence et amour patriotique, j'invoque de plus votre conscience nationale, que vous avez été toujours l'objet monumental, de pouvoir faire un examen approfondi, afin de parvenir à faire libérer sans marchandage aucun Mr GIZENGA.

Espérant sur votre concours précieux et de bonne volonté, je prie votre Excellence, d'agréer l'assurance de ma plus haute considération.

REPUBLIQUE DU CONGO
CHAMBRE DES REPRESENTANTS DU CONGO

BOIDE DAVIDSON BOCHELEY,
DEPUTE NATIONAL.

Léopoldville, le 25 février 1963

REPUBLICQUE DU CONGO



**CHAMBRE
DES
REPRÉSENTANTS**

Rfé.DN/36/Div/63

Objet : Affaire Mr. GIZENGA

A Monsieur Joseph KASA-VUBU,
Président de la République
du Congo, de et à,
LEOPOLDVILLE.

Votre Excellence,

J'ai l'honneur de vous transmettre par la présente, pour votre information, la copie de ma lettre d'intervention, adressée au Premier Ministre, concernant l'affaire de Mr. GIZENGA, Député National, et à la suite de la résolution prise à l'unanimité des membres présents, à la Chambre des Représentants, en sa séance plénière du 20 décembre 1962, exigeant sa libération inconditionnelle.-

En ce sujet, vous vous souviendrez affirmativement Excellence que, le délai accordé à l'exécution de cette prise de proposition au Gouvernement, était de 48 heures, et que le bureau de la Chambre des Représentants avait mis à temps opportun, Mr. ADOULA au courant de cette situation si grave et désastreuse.-

Cependant, je suis au grand regret de devoir constater que depuis deux mois après ce vote, Mr. GIZENGA reste toujours fermement détenu préventif, et exilé arbitrairement dans l'île de Bulambemba. Ceci constitue frauduleusement un scandale honteux aux yeux du peuple souverain du Congo, et du monde tout entier.-

En tant que, membre effectif de la haute assemblée législative de ce pays, et partisan acharné du plébiscite préconisant expressément la mise en liberté immédiate de Mr. GIZENGA, je ne puis en aucun cas, ne pas rappeler à Mr. ADOULA, qu'étant Premier Ministre, il lui appartient le droit de donner l'exemple de soumission et d'obéissance aux lois, et aux hautes institutions souveraines du pays.

En conséquence, l'inexécution volontaire manifestée à la décision prise légitimement par la Chambre des Représentants, en faveur de Mr. GIZENGA, est l'entretien néfaste de l'anarchie totale dans notre jeune Etat, à peine s'est rangé librement sur le plan international des Nations civilisées, dont je ne pourrais absolument tolérer de faire remarquer à l'attitude incohérente de Mr. ADOULA, vu que cet état des choses ne fait qu'amoindrir le prestige de son Gouvernement devant le peuple congolais, et celui du monde international épris de liberté.

.../...



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

En réalité, si dans l'avenir les institutions provinciales ne se soumettront pas aux ordres du Gouvernement Central de Mr.ADOULA, accepterait-il de partager avec elles la responsabilité d'une situation anarchique ainsi créée ?

Généralement, je prouverai inutile de le dire ensuite que, les conseils subversifs accompagnés de la dictature recommandés arbitrairement à Mr.ADOULA pour maintenir indéfiniment Mr.GIZENGA, en exil comme détenu préventif, ne lui honorent aucunement, au contraire, ces instructions illogiques l'envoient inévitablement dans l'empire de la vengeance extrême.-

Réellement, cette manière d'agir dans un pays souverain comme le nôtre, ne menace non seulement la situation individuelle de Mr.ADOULA, mais aussi plus gravement celle de la bonne marche et de la réputation de toute la République du Congo. Dans les yeux de l'opinion publique, et laissant ainsi l'impression scandaleuse qu'il est de ceux pour qui, l'adversaire politique est une bête sauvage d'abattre sans pitié et ni jugement aucun, Or, cela étant loin de ses imaginations suivies de l'animosité, car, à Lovanium comme dans l'affaire Katangaise, il lui semble toujours être partisan de la réconciliation.

Notamment, Mr.GIZENGA, une de grande figure du Congo, champion de l'indépendance du pays, se trouve dès lors arrêté, exilé et abandonné sans aucune procédure légale et juridique, couvrant son état de détention, et survivant longuement dans des conditions inhumaines et épouvantables, aussi cela en dépit de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, tandis que, le Gouvernement du peuple souverain du Congo que, dirige dictatorialement Mr.ADOULA, est un des principaux partisan de ces effets, sans qu'il en soit besoin de se rappeler toutefois, des différentes lois protégeant la personnalité de Mr.GIZENGA.-

Confirmativement, je pense que ma crainte peut être justement fondée, si l'on examine minutieusement les conditions malheureuses et inapplicables de la détention illégale de Mr.GIZENGA, et de voir notre pays souverain vivre odieusement d'un régime de "LETTRE DE CACHET" au moment où les autres pays dictateurs et auteurs de ce régime l'ont déjà désavoué et aboli.-

.../...



**CHAMBRE
DES
REPRÉSENTANTS**

Votre Excellence, qu'il me soit irrévocablement permis de vous signaler aussi que, la malveillance et le silence gardés récidivement par Mr ADOULA, pour la libération de Mr GIZENGA, suite à l'ordre légal lui intimé par le Parlement Souverain, ne font non seulement la honte et la perte du prestige des institutions nationales du Congo, mais encore du pouvoir législatif de l'Etat tout entier, devant l'opinion nationale et internationale.


A toutes fins utiles, je tiens à vous souligner ici plus précisément que, le caractère de ma lettre ne manifestant aucune rivalité ni un signe contre la personne de Mr.ADOULA qui est d'une part mon ami, et d'autre part, un frère de race, mais bien contre sa politique amère jeunant extrêmement le pays entier avec son peuple.-

Profondément indigné de cette pareille situation, j'insiste scrupuleusement auprès de votre compétence exécutive et de votre sagesse incontestée, de pouvoir constater la nouvelle phase bien remaniée à la politique de Mr.ADOULA, pour plaire à la nation car, la voix du peuple c'est la parole de DIEU.

Pour terminer, je vous demanderai compte tenu de ce qui, précède de bien vouloir user de votre influence et amour patriotique, j'invoque de plus votre conscience nationale, que vous avez été toujours l'objet monumental, de pouvoir faire un examen approfondi, afin de parvenir à faire libérer sans marchandage aucun Mr. GIZENGA.

Espérant sur votre concours précieux et de bonne volonté, je prie Votre Excellence, d'agréer l'assurance de ma plus haute considération.-

REPUBLIQUE DU CONGO
CHAMBRES DES REPRÉSENTANTS


Egise Davidson BOCHELEY
DEPUTE NATIONAL



**CHAMBRE
DES
REPRÉSENTANTS**

Réf.DN/35/Div/63

Objet : Aff./GIZENGA

Transmis copie pour information à :

- Mr.le Chef de l'Etat de la République du Congo à Léopoldville
- Mr. le Président du Sénat du Congo à Léopoldville
- Mr. le Président de la Chambre des Représentants du Congo à Léo.
- Mr. le Ministre de la Justice du Gouvernement Central à Léopoldville
- Mr. le Procureur Général du Congo à Léopoldville
- Mr. le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New-York
- Mr. le Secrétaire Général des Nations Unies à New-York
- Mr. le Président du Conseil de Sécurité à New-York
- ✓ - Mr. Robert GARDINER, Représentant Spécial de l'O.N.U. à LEO.
- Mrs. les Présidents des Assemblées Provinciales du Congo (TOUS)
- Mrs. les Présidents des Gouvernements Provinciaux (TOUS)

Avec prière de bien vouloir examiner minutieusement cette affaire et trouver avec moi une solution positive, l'assurance de ma plus haute considération.-

A Monsieur Cyrille ADOULA,
Premier Ministre de la
République du Congo
à

LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous rappeler que, malgré les chaleureuses démarches effectuées par des milieux nationaux et internationaux, manifestant vivement la libération provisoire ou la traduction rapide en justice de Mr.GIZENGA tandis que le Parlement Souverain seul organe suprême de la nation, a émis un vote à l'unanimité pour la libération inconditionnelle endéans de 48 heures précises de Mr.GIZENGA, ancien Vice-Président du Conseil des Ministres et Député National, depuis sa séance publique du 20 décembre 1962.-

.../...



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Antérieurement, vous vous méditez bien que c'est par le canal hiérarchique des institutions souveraines et nationales du pays que Mr. GIZENGA a été brutalement interné depuis le début du mois de janvier 1962, à Stanleyville et fut transféré en prison de Léopoldville, pour y être jugé par la loi de la République et selon la procédure juridique, tout comme les autres citoyens. Jusqu'à présent, ce grand personnage du pays n'a jamais comparu devant aucun juge d'instruction judiciaire, et de pouvoir éventuellement établir en sa charge, le soupçon d'actes de culpabilité, nature et gravité d'infraction lui reprochées.

Me référant légalement aux articles 4 - 5 et 44 de la loi fondamentale du 19 mai 1960, sur les structures du Congo, je vous rappelle ses effets ci-énumérés :

Article 4 les deux chambres organisées dans la forme décrite par la présente loi, et le chef de l'Etat composent le pouvoir constituant.

Article 5 aucune des dispositions de la présente loi ne peut être interprétée dans un sens opposé à celui des principes énumérés dans la loi fondamentale relative aux libertés publiques.

Article 44 les Ministres ne peuvent faire l'objet de poursuites qu'après avoir été mis en accusation par l'une des chambres. Ils sont dans ce cas traduits devant une cour de justice siégeant au Congo. Celle-ci sera composée de trois conseillers de la cour de Cassation de Belgique désignés par son premier Président, et un membre du Parquet Général à la cour de Cassation désigné par son Procureur Général. La cour est assistée d'un greffier désigné par le premier Président.

Etant donné que, la Belgique ne pouvant en aucun cas s'immiscer dans les affaires intérieures du Congo, et malgré l'intervention de l'article 44 alinéa 2, de la loi fondamentale du 19 mai 1960. Mais, le Parlement Souverain et le Chef de l'Etat sont seuls habilités d'en prendre telle décision directe, en ce sujet, il serait incompréhensible de constater avec beaucoup des regrets que Mr. GIZENGA ne soit pas mis en liberté jusqu'ici.

Conformément à la loi de la nouvelle jurisprudence en vigueur actuellement au Congo, la résolution n°8 de la table politique de Bruxelles, relative à la future constitution, et à la législation de l'Etat du Congo, confèrent légitimement à tous les citoyens sans distinction aucune des classes, et aux étrangers résidant dans la République, et aussi par la compétence législative reconnue sans réserve au Parlement Souverain du Congo, les pleins droits ci-après :

.../...



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

- 1°)- L'égalité de tous les êtres humains devant la loi.
- 2°)- Le droit de chacun à la vie et à l'intégrité corporelle.
- 3°)- La garantie de la liberté individuelle sans réserve des interventions d'un pouvoir judiciaire par la constitution, et les lois lesquelles, garantiront notamment les droits de la défense et écarteront systématiquement toute menace d'arbitraire.

D'autre part, je puis vous faire remarquer constamment que Mr. GIZENGA, en tant que citoyen congolais pourvu de toutes conditions légitimement requises, a le plein droit en matières suivantes :

- 1°)- Le droit de toutes communications,
- 2°)- Le droit à l'assistance d'un conseil
- 3°)- Le droit d'être informé dans un temps opportun de l'infraction lui reprochée.
- 4°)- Le droit en matière d'interrogatoire dans 24 heures dès le jour de l'arrestation.
- 5°)- Le droit de traitement efficace tant médicaux que civiques dans les lieux de détention à des conditions humaines.

Revenant spontanément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, décret du 10 décembre 1948 (B.O.1949-P.1206) adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, en ses articles 9-13-21-23 et 24 et subsidiairement en ma Déclaration législative du 28-12-62, dont copie ci-annexe, il serait extra-légalement inconcevable et inadmissible de maintenir arbitrairement Mr. GIZENGA en détention préventive sans justification aucune, car, il est strictement hostile sur le droit en vertu duquel, nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé sans aucun motif plausible justifiant l'arrestation.

En général, des milieux nationaux et mondiaux épris de liberté, vous ont extrêmement tant conseillés et suffisamment exprimés leur grande inquiétude contre l'arrestation qualifiée d'ailleurs d'arbitraire en la personne de Mr. GIZENGA, à part de l'intervention légitime du Parlement Congolais, dès lors, aucune de disposition légale à la loi n'a été respectée.

.../...



**CHAMBRE
DES
REPRÉSENTANTS**

Personnellement, j'estimerai de mon

devoir d'attirer particulièrement votre sérieuse attention de la façon que Mr. GIZENGA puisse bénéficier de toutes les prérogatives aux principes proclamés dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme, selon la légalité établie par la démocratie au Congo.-

Ayant pleinement confiance, à vos hautes qualités si renommées, de syndicaliste, de législateur et d'exécuteur des lois régissant au Congo, et revêti spacieusement des règlements d'ordre intérieur du pays, j'aimerais bien vous suggérer de reprendre humainement votre conscience nationale, notamment dans le sens exceptionnel et partiel de la fraternité, de la réconciliation et de l'entente nationale conformément à l'acte officiel rendu publiquement à Lovanium le 2 août 1961, de l'amnistie générale proclamée solennellement par le Chef de l'Etat du Congo, en date du 14 novembre 1962, et à la confirmation de votre propre message reconnaissant la teneur de la déclaration Universelle des droits de l'homme, de ces faits, j'insiste rigoureusement auprès de votre compétence pour que soit prise, dans un bref délai la mesure de clémence en faveur de Mr. GIZENGA.-

Qu'il me soit permis de vous garantir de toutes assurances nécessaires que, pareil geste ne faillirait qu'à augmenter harmonieusement votre prestige et célèbre réputation, non seulement dans les yeux du peuple congolais mais, encore dans ceux du monde international.

Monsieur le Premier Ministre, je pense que si, nous nous rendons toujours compte du passé, il serait regrettable car, on continuera excessivement à détruire ce pays avec vengeance, au lieu de reconstruire le mieux vaut fermer les yeux et passer copieusement l'éponge sur le tableau noir du Congo, pour aboutir constitutionnellement à un compromis pacifique, pour que règne le bonheur, la sécurité, la prospérité et la paix au Congo.

En réalité, je crains que ma lettre ne soit traitée d'aucune manière d'influence ou d'intervention personnelle et sentimentale, mais en tant que représentant légal de la nation, il est logiquement de mon devoir, de vous souligner tout simplement les points stratégiques faisant gravement l'objet d'une inquiétude particulière de la part de la population congolaise, et en général celle de notre jeune état.

.../...



**CHAMBRE
DES
REPRÉSENTANTS**

Il serait scrupuleusement étonnant, de voir au moment même où toutes les nations amies et frères du monde international se concentrent progressivement de nous prêter leur fructueux concours d'assurances diverses, pour nous permettre efficacement le développement de notre pays, dans tous les domaines tant sociaux qu'économiques, je suppose pertinemment que l'emploi des moyens de négociations pacifiques seront le seul remède à apporter dans cette déplorable situation.

Comptant sur votre sens de l'équité et de compréhension, veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.-

LE DEPUTE NATIONAL DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

E. D. BOCHELEY.-

transmitted NY
by fax. 25/2/1963
AH

N° 13027
23 Février 1963

7.30

R.N.C.-LEO
Français

ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. ADOULA A ELISABETHVILLE
JEUDI DERNIER

Congolaises, Congolais, Mes chers compatriotes, du Sud Katanga,
Je tiens tout d'abord à vous exprimer ma gratitude pour l'accueil chaleureux et impressionnant que vous m'avez fait à mon arrivée. Cet accueil n'est pas pour me surprendre. Je connais en effet, pour vous avoir rendu visite à plusieurs reprises, votre attachement à l'unité du pays. Ce n'est pas sans émotion cependant que j'ai vécu la manifestation nationale. Je suis particulièrement heureux d'avoir vu la jeunesse y participer en grand nombre. Nous puiserons dans cette manifestation la force nécessaire pour intensifier notre action en vue d'édifier un Congo uni et prospère.

Congolaises, Congolais, mes chers compatriotes,
Fidèle à sa volonté de réconciliation, mon gouvernement a renouvelé ses assurances d'amnésie dès que les autorités provinciales du sud Katanga ont annoncé leur décision de mettre fin à toutes activités sécessionnistes. Nous avons tenu parole. Bien que nous ayons pu facilement justifier une action moins clémentine, aucune poursuite n'a été ordonnée, aucune mesure répressive n'a été prise contre les autorités sécessionnistes et leurs collaborateurs. Combien des pays, combien des gouvernements auraient fait preuve d'autant de clémence, d'autant de générosité dans des circonstances semblables ? Nous l'avons fait parce que nous voulions la réconciliation. Comme je l'ai dit dans mon appel à l'ex-gendarmerie katangaise, le 25 janvier dernier, mon gouvernement veut que la réintégration du Sud Katanga au sein de la Nation, se fasse dans la concorde et dans la réconciliation et non dans la haine et la vengeance.

Mais, ce serait une grande erreur de voir en notre clémence et en notre générosité un signe de faiblesse. Nous sommes prêts à oublier le passé et à pardonner les méfaits et les délits à caractère politique commis avant le 15 janvier 1963. Mais, nous sommes aussi déterminés à rétablir l'autorité du Gouvernement Central partout dans la province du Sud Katanga et à expulser toutes les racines de la sécession.

Nous n'avons pris jusqu'à présent, aucune mesure répressive contre les autorités sécessionnistes, mais nous sommes prêts à punir, avec la dernière rigueur, contre toute velléité de sécession et toute tentative de subversion d'où qu'elles viennent. Notre désir de clémence et notre détermination de rétablir notre autorité partout où il le faudra, sont incarnés en la personne de notre collègue et ami, M. Joseph Ileo, Ministre d'Etat à qui je tiens à rendre hommage pour ses qualités d'homme d'état et sa conscience politique empreinte. Sous sa haute direction, les autorités centrales assument, progressivement, mais fermement, le contrôle de tous les services qui, d'après les lois du pays, tiennent de la compétence du pouvoir central. Cela comporte notamment la réinstallation de l'Armée Nationale dans toutes les positions qu'elle occupait au 30 juin 1960. Plusieurs unités de l'A.N.C. ont déjà été mises en place. D'autres vont suivre incessamment.

Parce qu'une propagande malveillante, financée largement de l'extérieure, a semé quelques troubles dans certains esprits, au sujet de notre Armée Nationale, et dans le but d'éviter tout incident possible, j'ai décidé que cette réinstallation se fasse progressivement et en pleine coopération avec le commandement de la force des Nations-Unies au Congo.

L'esprit de coopération et la fermeté constituent également la ligne de conduite que mon gouvernement a adopté à l'égard des étrangers résident au Sud Katanga. Nous sommes conscients de l'aide précieuse qu'indispensable qu'ils nous apportent. Il est normal qu'ils retirent de leur compétence, les avantages particuliers. Nous sommes à leur accorder toutes les garanties pour que cette coopération puisse se poursuivre dans les meilleures conditions

...../.....

n° 13017 (suite)

ADOULA 2,

ais, nous exigeons d'eux, en contre-partie de notre hospitalité, comme cela est de coutume dans tous les pays du monde, le respect de notre peuple et de nos lois. A ceux qui ont encore la nostalgie de la belle époque coloniale, à ceux qui regrettent encore la sécession, à ceux qui menacent de partir l'armée nationale congolais vient au Katanga, à ceux qui s'obstinent, pour des raisons qui leur sont propres, ne croient pas pouvoir s'adapter à la nouvelle situation, nous leur disons, sans regret ni rancune, " adieu".

Mais ceux qui sont nos amis, ceux qui aiment notre pays et veulent sincèrement vivre et travailler avec nous, à ceux-là nous disons " testez avec nous, aidez-nous et travaillez avec nous ; vous n'aurez rien à craindre, rien à regretter".

Pendant trop longtemps, la sécession katangaise a constitué une saignée continue dans notre pays. Elle a puisé nos ressources ; dénaturé nos énergies et stérilisé toutes nos forces vives. Maintenant qu'elle enfin résorbée, nous allons pouvoir nous tourner vers des buts plus constructifs.

En venant ici, j'ai voulu marquer solennellement la fin de la sécession et la volonté du Gouvernement de la République de réintégrer le sud Katanga dans la concorde et la réconciliation. Je suis venu pour tendre une main fraternelle à toute la population sud katangaise, congolaise aussi bien qu'européenne afin qu'ensemble, la main dans la main, nous attelions à l'immense tâche de la reconstruction nationale pour réaliser la prospérité de notre pays et mieux-être de toute sa population.

Vive la République du Congo unie et indivisible .

* * *

(W.D.)

Kindu - 19 février 1963

1. Ci-joint copie d'un rapport reçu le 19 février sur les conditions auxquelles sont soumis les membres du corps judiciaire à Kindu.
2. Après enquête, j'ai constaté, qu'il y avait quelque vérité à ce sujet et que les prisonniers sont autorisés sans aucune difficulté à quitter la prison et à y revenir.
3. En ce qui concerne les menaces mentionnées, je n'ai pas pu m'assurer de façon catégorique si elles avaient été proférées ou non.
4. M. Gustave Luckussa est bien venu dans mon bureau à plusieurs reprises, et chaque fois il semblait être frappé de panique.
5. Si la force de police de Kindu était mieux organisée et était maintenue à l'écart de la politique, je crois que pareils incidents ne se seraient jamais produits.

GVT/153/63

Message de M. MWAMBA ILUNGA Prosper, Président provincial,
transmis par l'intermédiaire du Représentant de l'ONUC
à Albertville.

NO CAB/PRES/NK/220263. TRES URGENT. PRIERE
INTERVENIR AUPRES ONUC/GARDINER POUR MON TRANSPORT
SEPT PERSONNES DESTINATION KAMINA ET RETOUR.
REMERCIEMENTS.

GV/152/63

Kamina - 22 février 1963

Après que l'heure d'arrivée du Premier Ministre Adoula eût été retardée, nous avons appris à la dernière minute que sa visite avait été supprimée pour raisons techniques. Le Grand chef, les autorités locales du district, la population et nous-mêmes sommes très déçus, surtout après les préparatifs qui ont été faits. Selon moi, le Grand chef apprécierait un télégramme personnel de M. Adoula expliquant les circonstances. Nous estimons que nous avons manqué une bonne occasion.

G-583
to NY
on 23 Feb 63

CVT/151/63

Léopoldville, le 23 février 1963

Mon cher Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre N° 12/130/68/CAB/AE/63 en date du 19 février 1963 concernant l'envoi de délégués de la République démocratique d'Allemagne à la 5ème Session de la Commission économique pour l'Afrique.

J'ai déjà eu l'occasion de vous fournir des explications orales à ce sujet, mais je tiens à répondre par écrit aux questions que vous avez posées. Mes réponses sont comme suit :

- 1- La République démocratique d'Allemagne n'a pas été invitée à participer à la 5ème Session de la Commission économique pour l'Afrique ;
- 2- La République démocratique d'Allemagne n'a pas participé aux précédentes sessions. Des délégués de la RDA se sont présentés de leur propre initiative à ces sessions et, sur leur demande, ont obtenu des places comme membres du public pour assister aux séances qui sont ouvertes au public.
- 3- Le Secrétariat de la Commission économique n'a

.../...

Son Excellence
Monsieur Justin Bomboko
Ministre des Affaires étrangères
de la République du Congo
Léopoldville

.../...

- 2 -

lancé aucune invitation à la République démocratique d'Allemagne ni cette fois-ci ni les fois précédentes.

Je saisis cette occasion, mon cher Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

C. Polono *Cont. GVT*
X/11
C. Polono

Léopoldville, le 22 février 1963

Notre réf: GVT/149/63

Monsieur le Premier Ministre,

Me référant à ma lettre N° GVT/655 en date du 8 octobre dernier et à la correspondance prolongée échangée entre le Général Mobutu et le Commandant de la Force, j'ai l'honneur par la présente de clarifier notre position.

A l'heure actuelle, nous délivrons à l'ANC à Albertville, sur une base hebdomadaire, des rations pour environ 5000 hommes. Nous sommes disposés à les accorder à un maximum de 8000 hommes, et des mesures peuvent être prises soit à Albertville soit à Luluabourg pour la délivrance des rations aux 3000 hommes supplémentaires. Je regrette vivement qu'il ne nous soit pas possible de fournir des rations dans les autres localités mentionnées dans la lettre N° 1033/965/OM-5411 que le Général Mobutu a adressée le 30 novembre 1962 au Commandant de la Force, étant donné que nous comptons retirer prochainement nos troupes de ces localités. Nous proposons d'envoyer d'Albertville les rations destinées à des localités telles que Goma ou Bukavu.

Nous aurons besoin d'un préavis d'au moins deux mois pour fournir ces rations supplémentaires. Je suggère donc que le Commandant en chef de l'ANC communique dès que possible au Commandant de la Force le chiffre des effectifs pour lesquels l'ANC aura besoin de rations à Albertville ou Luluabourg.

Je vous saurais gré de bien vouloir nous faire savoir dès que possible vos vues à ce sujet, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner,
Chef de la Mission des
Nations Unies au Congo -

Son Excellence M. Cyrille Adoula,
Premier Ministre de la République du Congo
LEOPOLOVILLE

Copie : S.E. M. le Ministre de la Défense Nationale

RF /
CPemo
Ant/Sit

Léopoldville, le 22 février 1963

Mon cher Ministre et ami,

Suite à ma lettre du 21 février 1963 concernant l'incident de la nuit du 20 au 21 février 1963, je voudrais porter à votre connaissance les mesures que nous avons prises contre le Sergeant Vagn Vinther dont vous vous êtes plaint de la conduite.

Le Commandant de la Force des Nations Unies au Congo, qui a été saisi de son cas, a ordonné qu'il soit immédiatement mis aux arrêts. D'autre part, j'ai recommandé qu'il soit rappelé dans les plus brefs délais par son Gouvernement. Enfin, toutes les pièces établies durant l'interrogatoire auquel, comme vous le savez, nous avons procédé immédiatement après l'incident, ont été remises au Commandant de la Force des Nations Unies au Congo qui instituera une cour militaire dont les conclusions guideront le Gouvernement intéressé dans la détermination des mesures punitives qui pourront être prises contre lui.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler mes regrets et mes excuses pour les désagréments et les con-

.../...

Son Excellence
Monsieur Justin Bomboko
Ministre des Affaires étrangères
de la République du Congo
Léopoldville

.../...

- 2 -

trariétés que cet incident vous a causés. Ainsi que vous pouvez le constater, nous n'avons pas hésité à prendre des mesures urgentes et sévères pour régler cet incident dans les plus brefs délais.

Veuillez agréer, mon cher Ministre et ami, les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Léopoldville, le 21 février 1963

Mon cher Ministre et ami,

..... Je vous transmets ci-joint un memorandum que je viens de recevoir des deux Sous-Officiers Suédois impliqués dans l'incident de la nuit du 20 au 21 février 1963, l'Adjudant Stig Gustafson et l'Adjudant Ingvar Liffner (texte original anglais et traduction française).

Comme vous pouvez le constater, ils sont tous deux sincèrement désolés d'avoir été la cause involontaire de ce regrettable incident. Ils me demandent de vous expliquer qu'ils n'avaient nulle intention de vous offenser et que l'incident était surtout dû à des difficultés de langue. Ils me demandent encore de vous transmettre toutes leurs excuses pour les désagréments et les contrariétés qu'ils ont pu vous causer.

Je me permets d'ajouter mes propres excuses aux leurs. Cela je le fais d'autant plus sincèrement que j'ai toujours attaché le plus grand prix à votre amitié

.../...

Son Excellence
Monsieur Justin Bomboko
Ministre des Affaires étrangères
Léopoldville République du Congo

.../...

- 2 -

et à la coopération que vous n'avez cessé d'accorder à l'Opération des Nations Unies au Congo. Je veux croire que vous voudrez bien accepter nos excuses, persuadé que l'incident a un caractère tout-à-fait involontaire.

Je saisis cette occasion, mon cher Ministre et ami, pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération, comme l'expression de mes amitiés les plus sincères.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo



BOITE POSTALE 7568
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE ONUC. LEOPOLDVILLE Leopoldville, February 21, 1963

To: Officer-in-charge, Mr R Gardiner, HQ ONUC
From: Swedish Liaison Officer, HQ ONUC
Subject: MEMORANDUM AND REPORT OF INCIDENT FEBRUARY 21, 1963

Sir,

We, the undersigned - WO/3 Gustavsson, Stig and WO/3 Liffner, Ingvar of the Swedish Contingent - Want herewith to give our apologies to you and to the United Nations as well for what happened in Leopoldville outside the nightclub this morning, when we were involved in the incident with Mr Bomboko.

The reason for what happened is both difficulties in the different languages and our high voices, when we tried to explain for Mr Bomboko what was going on.

What we said was "so hur han kör" in Swedish, which means "how he drives". We did not mean to insult Mr Bomboko and we did not say any offensive words to him. Our meaning was not to make troubles either to Mr Bomboko or to anybody else.

Will you please give our apologies to Mr Bomboko and even tell him that we are very sorry. Of course we did not recognise him, due to the fact that we have never seen him before.

Yours sincerely

.....
Stig Gustavsson, WO/3 Ingvar Liffner, WO/3

Traduction :

Léopoldville, le 21 février 1963

A : Chargé de la Mission, M.R. Gardiner, Siège ONUC
De : Officier de liaison Suédois, Siège ONUC
Objet : Memorandum et rapport sur l'accident du 21 février 1963.

Monsieur,

Nous, les soussignés - Adjudant GUSTAFSON Stig et Adjudant LIPPNER Ingvar du Contingent suédois - voulons par la présente vous présenter nos excuses à vous comme à l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est arrivé à Léopoldville ce matin quand nous avons été impliqués dans l'incident avec M. Bomboko.

La raison pour ce qui est arrivé est due aux difficultés de langue comme au ton élevé de notre voix quand nous avons essayé d'expliquer à M. Bomboko ce qui était arrivé.

Tout ce que nous avons dit est "Se hur han kör" en Suédois, qui signifie "Comment il conduit !". Nous ne voulions pas insulter M. Bomboko et nous n'avons pas prononcé de paroles offensantes à son égard. Nous ne voulions pas causer de désagréments ni à M. Bomboko ni à qui que ce soit. Veuillez-vous, s'il vous plait, présenter nos excuses à M. Bomboko et bien lui dire que nous sommes désolés de l'incident. Naturellement nous n'avons pas reconnu M. Bomboko pour la raison que nous ne l'avons jamais vu avant.

Sincèrement vôtres.

Adj. Stig Gustafson Adj. Ingvar Liffner